

MADAGASCAR

Partie 1

La République de Madagascar est une démocratie multipartite dont le nombre de la population avoisine les 19 millions. Le Président Marc Ravalomanana a été élu pour un second mandat en décembre 2006. Son parti, Tiako-I-Madagasikara, a dominé la vie politique mais d'autres partis politiques ont opéré sans restriction ni interférence externe. Les élections législatives et municipales tenues respectivement en septembre et décembre 2007 ont été libres et justes en général, bien que des observateurs internationaux et locaux aient noté le besoin de procéder à un certain nombre de réformes électorales. Le pays montre plusieurs éléments d'une démocratie moderne mais ses institutions sont faibles et soumises à l'influence du pouvoir exécutif. En général, le gouvernement a respecté les droits de l'homme de ses citoyens; toutefois, les problèmes suivants persistent: assassinats extrajudiciaires; conditions carcérales difficiles ayant entraîné des décès; arrestation arbitraire; détention préventive trop longue; corruption des responsables; discrimination dans la société et violence contre les femmes; traite de femmes et de jeunes filles; et travail des enfants, y compris le travail forcé.

Partie 2

Au moment où Madagascar avance vers une société pluraliste, la stratégie des Etats-Unis pour promouvoir la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme est axée sur le renforcement des principales institutions gouvernementales et civiles. L'une des principales composantes pour améliorer le processus politique consiste à encourager toutes les parties à rechercher l'avènement d'élections libres, justes, transparentes et pacifiques et considérer des réformes électorales constituées. Les programmes des Etats-Unis œuvrent aussi pour soutenir la capacité du gouvernement à aborder la corruption; favoriser la transparence gouvernementale, la responsabilité et la réceptivité envers aux besoins de la communauté; renforcer la société civile et favoriser l'accès de toutes les parties à l'information. L'Ambassade joue un rôle primordial dans la promotion de discussions ouvertes sur toute une variété de sujets touchant les droits de l'homme.

Partie 3

Des responsables américains continuent à s'engager activement dans le dialogue, le plaidoyer et la programmation avec des responsables gouvernementaux, la société civile et les membres de la presse. Les programmes des Etats-Unis se sont axés sur toute une gamme d'activités destinées à favoriser les perspectives d'un processus politique plus transparent et crédible à travers les six élections nationales de décembre 2006 à avril 2008. Les Etats-Unis ont financé le déploiement à l'échelle nationale de centaines d'équipes d'observateurs électoraux de la société civile ; octroyé un soutien financier et technique pour renforcer la capacité du Consortium National des Observateurs Electoraux (CNOE) et ses agences dans tout le pays ; et facilité la création d'une coalition de la société civile composée de cinq groupes civils pour mener une éducation civique et un plaidoyer pour la réforme électorale au nouveau gouvernement et de base. Des responsables américains ont collaboré avec le CNOE et organisé toute une série de tables rondes pour engager les membres de la société civile et le gouvernement dans la conception de stratégies pour mettre en œuvre les mesures de réforme électorale.

Les Etats-Unis ont aussi octroyé une assistance technique au CNOE dans leurs campagnes d'information à la télévision et à la radio, qui ont fait un plaidoyer pour les réformes électorales. L'Ambassadeur a lancé un appel public en faveur de la réforme électorale dans un discours à l'Université d'Antananarivo et ont soulevé ce problème -- indépendamment ou de concert avec des bailleurs internationaux -- auprès du Premier Ministre, des administrateurs électoraux et d'un certain nombre d'autres responsables gouvernementaux. Ces efforts de plaidoyer ont collectivement joué un rôle dans l'accord du gouvernement de lancer des discussions sur la réforme électorale en mai 2008.

Pour assister le pays dans son engagement envers la bonne gouvernance et le gouvernement équitable, les Etats-Unis continuent à accorder une assistance financière et technique aux institutions gouvernementales et à la société civile. Dans le cadre de l'Initiative contre la Corruption en Afrique, les Etats-Unis ont organisé un Atelier sur l'Intégration de la Gouvernance, la Transparence et la Responsabilité à l'endroit des responsables gouvernementaux, l'agence contre la corruption, le BIANCO, et sa branche qui s'occupe de la conception de la politique à suivre, c.à.d. le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI). En plus, les Etats-Unis accordent une assistance technique pour développer la capacité du BIANCO,

surtout pour améliorer le taux de traitement de plaintes pour corruption. Pour améliorer la connaissance publique sur les procédures pour les plaintes pour corruption, les Etats-Unis ont financé la production de 1.000 livrets éducatifs sur la lutte contre la corruption, à disséminer dans les écoles et les universités. Ce programme consiste aussi à projeter des courts métrages sur la Police Nationale dans un certain nombre d'écoles à Antananarivo et à Andoharanofotsy. Les Etats-Unis oeuvrent pour favoriser la supervision des finances publiques locales et soutenir une plus grande transparence et responsabilité dans la gestion des ressources, dont le secteur minier qui grandit rapidement. L'Ambassadeur a montré son engagement personnel envers la bonne gouvernance en dirigeant et en participant dans un débat public sur la lutte contre la corruption avec de hauts représentants du BIANCO et du CSI, ainsi qu'en faisant une sensibilisation sur le conflit d'intérêt parmi les responsables gouvernementaux.

Partie 4

Afin de promouvoir le dialogue public sur les droits de l'homme, les Etats-Unis coordonnent et président la réunion mensuelle du Groupe de Travail sur les droits de l'homme à Madagascar, qui demeure l'un des principaux forums publics pour les responsables gouvernementaux, la communauté diplomatique et la société civile pour discuter sur toute une gamme de sujets dont la traite des personnes, le travail des enfants, la liberté de religion, les droits des femmes, les droits des handicapés et la lutte contre la corruption en tant qu'outil pour protéger les droits de l'homme, et les droits des prisonniers. En décembre 2007, l'Ambassade a travaillé avec des partenaires issus du gouvernement, des organisations internationales et de la société civile pour organiser une célébration de la Journée Internationale pour les droits de l'homme pendant toute une semaine, ce qui a inclus des conseils légaux gratuits sur les cas de droits de l'homme. L'Ambassade envoie aussi des dirigeants locaux aux Etats-Unis dans le cadre du programme *International Visitors Leadership* pour étudier des domaines tels que le journalisme, la transparence et la bonne gouvernance, les femmes et la loi, les femmes en tant que leaders politiques et économiques et la lutte contre la traite des personnes.

Les Etats-Unis continuent à poursuivre un certain nombre d'actions pour aborder les conditions carcérales déplorables au pays. L'Ambassadeur fait notamment des interventions stratégiques avec l'équipe chargée de la gouvernance au niveau de la présidence ainsi que le Ministère de la Justice, et a

lancé un appel public à l'endroit du gouvernement pour assurer un système légal rapide et impartial. Le gouvernement américain finance des ateliers, un documentaire et des expositions photo pour sensibiliser le public sur les droits des prisonniers. Les programmes des Etats-Unis soutiennent un atelier légal pour empêcher des victimes d'abus des droits de l'homme d'être emprisonnés par erreur. Les droits des femmes et des enfants continuent aussi à constituer un domaine d'attention particulière pour les activités de sensibilisation, de plaider et de protection des Etats-Unis. Le plaider des Etats-Unis parmi ses contacts à tous les niveaux du gouvernement a contribué à l'adoption d'une loi compréhensive abordant plusieurs formes d'exploitation dont le tourisme sexuel et la traite des personnes. Le programme des Etats-Unis pour la lutte contre la traite des personnes donne une assistance à quatre "Centres d'Accueil" dans les zones côtières qui ont signalé un taux élevé de tourisme sexuel. A travers les efforts des Etats-Unis, les autorités ont donné assistance à 39 personnes sous forme de traitement médical et à 97 personnes ayant nécessité un conseil psychologique. Les Etats-Unis ont financé une formation pour la police pour l'investigation et les poursuites de cas d'abus et d'exploitation des enfants afin de renforcer la capacité des responsables de l'application de la loi et renforcer la reconnaissance de la police. Les Etats-Unis ont organisé une discussion publique sur les "Femmes d'Influence" mettant en exergue six femmes leaders dans différents secteurs; envoyé deux représentants locaux au Sommet Panafricain sur le Leadership des Femmes; facilité la participation du public dans un chat sur le Web sur le suffrage des femmes; et organisé une émission coopérative à la télévision sur les femmes dans la politique et les médias. Les Etats-Unis ont aussi financé des services de conseil psychologique pour les femmes battues, ainsi que des activités destinées à sensibiliser les femmes musulmanes concernant leurs droits.

Le gouvernement américain entreprend un certain nombre d'activités pour promouvoir la liberté de la presse et la liberté d'expression, notamment en élargissant l'accès des journalistes à l'information et en favorisant leur professionnalisme. Les Etats-Unis ont organisé un groupe de discussion hebdomadaire pour les journalistes anglophones, ainsi que des chats sur le Web pour les journalistes dans divers sujets relatifs à la démocratie. Parmi les activités inscrites dans la célébration de la Journée Mondiale sur la Liberté de la Presse ont figuré une vidéoconférence numérique sur "La liberté de la presse, l'impunité et la sûreté des journalistes", ainsi qu'une participation dans un chat sur Web sur "Les efforts des

Etats-Unis pour soutenir les journalistes dans le monde." Les journalistes ont bénéficié de l'inauguration d'un nouveau centre pour la presse dans la ville de Diego Suarez et des programmes de formation en journalisme dans tout le pays, dispensés par des formateurs locaux et Américains. L'*American presse Center* à Antananarivo assiste les journalistes locaux dans leurs efforts destinés à favoriser leur professionnalisme et aiguïser leurs capacités en journalisme, en leur donnant accès aux ressources pour média.